



Philippe Herzog, ancien Député européen et Conseiller auprès de la Commission, Président fondateur de Confrontations Europe

UN NOUVEAU RECIT POUR L'EUROPE

Un Nouveau Récit pour l'Europe est un essai critique et engagé de Philippe Herzog, un projet qui pourrait se traduire par la déclaration suivante « un projet politique européen n'est pas une obligation mais c'est un choix. Je l'assume toujours pleinement et c'est pourquoi je veux aujourd'hui contribuer à refonder notre Union dans un contexte radicalement nouveau par rapport à celui des origines ».

Le projet européen est un système complexe, fait d'interactions multiples. Le processus d'intégration européenne est à la fois profondément concret en ce qu'il touche directement à nos vies quotidiennes et abstrait, tant il est le fruit d'idées, d'une histoire plurielle, de récits. Sa concrétisation sous la forme des Communautés européennes puis de l'Union européenne fait l'objet d'une indéfini-

tion dans son devenir. Que sera l'UE demain ? Nous avons le choix de penser au sens que nous voulons donner au projet européen, c'est ce que Philippe Herzog nous invite ici à réaliser. Kundera parle de points de non-retour dans la vie humaine et de l'homme moderne qui triche en cherchant à ignorer ces moments. Pourtant, si nous considérons l'Union européenne aujourd'hui et les défis transversaux

et structurels auxquels nous devons apporter des solutions, nous sommes peut-être à un moment où nous pouvons admettre un point de non-retour et se projeter vers l'avenir, vers un projet politique consenti dont l'une des raisons d'être est à l'origine, tel qu'inscrit dans les Traités, de créer une solidarité de plus en plus étroite entre les peuples.

ACQUÉRIR ET PARTAGER UNE CONSCIENCE HISTORIQUE

Confrontations Europe : La devise européenne est « Unis dans la diversité » mais vous considérez que l'Union en tant qu'institution échoue à réunir les populations en raison notamment de la mise en arrière-plan du rôle de la culture et de l'éducation. Pour vous, il y a aujourd'hui besoin au contraire de repenser une éducation européenne, et de prendre conscience de l'importance de la culture comme une pierre angulaire du projet politique européen. Que proposeriez-vous aujourd'hui afin de promouvoir, consolider, régénérer, cette conscience commune européenne ? Quels sont les obstacles ?

Philippe Herzog : L'unité des Européens dans leur diversité fut une tâche pluriséculaire et l'Europe s'est d'abord unie par la culture, en revanche en termes d'organisation politique, elle a été fragmentée en féodalités, états, empires rivaux et belliqueux. C'est pourquoi la création d'une Communauté économique, après les deux guerres mondiales, fut une remarquable innovation. Mais l'idée d'une Communauté politique de type fédéral est maintenant perdue de vue. Les nations européennes veulent rester des nations mais vouloir imiter les États-Unis d'Amérique a été une erreur, il faut fédérer autrement. Actuellement nos nations souhaitent rester dans celle-ci plus par intérêt que par désir de faire société ensemble. Ce n'est pas fatal. Le naufrage de l'enseignement de l'histoire européenne, attesté par les travaux du Conseil de l'Europe, est un renoncement qui engendre les replis nationaux et des tensions entre des Européens qui se méconnaissent. Et cela obstrue l'effort d'acquérir une conscience commune alors qu'il y a grand besoin d'une nouvelle vision du monde. L'humanisme eu-

ropéen a perdu sa sève ; peurs, manichéismes et indifférences s'installent. Les carences et les biais de la formation des dirigeants et de l'espace public d'information sont de lourds handicaps. J'appelle à un grand effort de rééducation. Il ne s'agit pas d'une réforme des compétences dans les traités, ni de décisions centralisées, je crois plutôt à la multiplication d'initiatives et d'expérimentations associatives, comme on a pu le faire après la Seconde guerre mondiale avec des mouvements du type « Peuple et Culture ». À Confrontations Europe, nous avons toujours voulu construire l'Europe par « le bas » : regagner les cœurs des ouvriers et des populations humiliées qui votent Rassemblement national, enraciner la prise de conscience sur les territoires, créer des mobilités transfrontières pour partager les récits et les formations.

DEVENIR UNE FORCE DE PAIX ET DE COOPÉRATION

C. E. : Pour devenir une force de paix et de coopération, il faut en avoir la volonté, mais également les moyens. Vous analysez dans votre livre la situation de l'économie globale en rappelant l'importance d'une vision rétrospective sur les cycles économiques dans l'histoire du capitalisme, et prospective sur les investissements de long terme et les moyens de créer des conditions d'une reprise durable et juste. ►

“JE CROIS PLUTÔT
à La MULTIPLICATION
D'INITIATIVES ET
D'EXPÉRIMENTATIONS
ASSOCIATIVES, COMME
ON A PU LE FAIRE APRÈS
La SECONDE GUERRE
MONDIALE.”

- **Un problème majeur que vous identifiez est la distribution des rôles entre secteurs privé et public, ainsi que dans les valeurs que nous attribuons au capital et au travail : comment changer de paradigme au sein de l'UE où celui de la libre concurrence continue de dominer ?**

P. H. : Le capitalisme est un système économique qui se transforme constamment et certaines crises ont un caractère systémique dont on ne peut sortir que par des transformations structurelles profondes. Ce fut le cas, après la Seconde guerre mondiale, par l'intervention massive de l'État dans l'économie, c'est encore l'enjeu aujourd'hui mais on ne peut reproduire les solutions des Trente glorieuses. Les États sont accaparés par les tâches sociales et de solidarité au sein des nations, fortement endettés, et les infrastructures de services publics ont beaucoup vieilli, tandis que l'Union étouffe la coopération et la solidarité par son choix d'une concurrence interne exacerbée, et elle n'assume pas le devoir d'investissements de long terme d'intérêt général. Jamais l'écart entre le capital et le travail n'a été aussi grand quand règnent les grandes entreprises et investisseurs globaux à qui nous avons confié notre sort. Nous devons recréer une maîtrise publique et sociale de l'économie qui reposera sur la complémentarité entre les niveaux locaux, nationaux, et européen. À défaut l'inefficacité des gestions actuelles est criante : dans les dernières décennies une énorme enflure financière et monétaire a eu lieu en Europe (comme aux États-Unis) mais le sous-investissement humain et productif a été massif. Une planifi-

cation concertée entre États et Union est indispensable pour des investissements de long terme sous la forme de partenariats publics-privés et associatifs transfrontières. Cela exige un budget européen, une industrie financière européenne patiente, une stratégie industrielle reposant sur la coopération.

C. E. : **La CECA fut créée de manière pragmatique, via les secteurs du charbon et l'acier, afin que la guerre ne se reproduise pas. Aujourd'hui, nous parlons de secteurs industriels qui sont porteurs d'avenirs et du besoin d'établir un nouveau pacte industriel aligné avec le Green deal. Pensez-vous que ce message pourrait être un vecteur d'espoir pour un projet politique européen ?**

P. H. : Précisément, la CECA a consisté en l'organisation de solidarités industrielles pour des biens essentiels à la reconstruction et la croissance d'après-guerre. Jean Monnet était un planificateur et non pas l'apôtre du marché commun. Celui-ci fut la revendication première de l'Allemagne, puissance industrielle en marche pour devenir un grand exportateur mondial. Comme les Britanniques, elle a toujours fait obstacle à une politique industrielle européenne. Le Green deal repose sur des obligations et des incitations souvent incohérentes et peu efficaces. Un projet industriel écologique est indispensable pour régénérer l'habitat, l'emploi et la production sur les territoires de l'Union, et les adapter aux mutations climatiques, et non pas compter seulement sur des technologies miracles du futur pour décarboner l'économie. Il ne faut pas minorer les coûts, les risques

**“Jamais L'ÉCART ENTRE
LE CAPITAL ET LE TRAVAIL N'A ÉTÉ
AUSSI GRAND QUAND RÈGNENT
LES GRANDES ENTREPRISES ET
INVESTISSEURS GLOBAUX À QUI NOUS
AVONS CONFIÉ NOTRE SORT.”**

et les sacrifices que cela implique, mais il faut vouloir les partager pour les réduire en valorisant systématiquement l'élévation des compétences et les solidarités. Il s'agit effectivement de bâtir des filières industrielles, des infrastructures et des réseaux d'information transeuropéens. La relance du nucléaire est de ce point de vue une bonne nouvelle, un atout majeur pour décarboner l'économie.

C. E. : *Au moment où l'UE cherche sa position sur la scène internationale, où nous tendons à nous focaliser sur un ensemble géopolitique concurrentiel et complexe, qui prend la forme d'un patchwork, vous défendez l'idée que l'UE pourrait jouer un rôle de "porteur" dans les relations internationales : comment et avec quels moyens ? Pensez-vous que ce rôle serait accepté par les autres grands puissances ?*

P. H. : La vocation de l'Europe, c'est la paix que de grands hommes du passé ont voulu « perpétuelle », disons durable. Nous nous devons de ne pas perdre cela de vue alors que les foyers de guerre sont multiples et interconnectés dans le monde actuel et qu'il y a risque de guerre mondiale. Aussi « l'autonomie stratégique » que nous souhaitons pour l'Europe n'implique pas simplement des moyens de défense mais une vision positive pour la paix du monde. La guerre en Ukraine est un test à cet égard. Je refuse la maxime romaine belliqueuse « si tu veux la paix, prépare la guerre ». Car sans préparer une paix durable, on n'en finira jamais avec la guerre. Accueillir l'Ukraine et plusieurs pays des Balkans dans l'Union est un devoir, préparer la perspective d'une coopération et d'un accord de sécurité avec la Russie aussi. Si ici comme ailleurs, l'Union n'est pas capable d'être un médiateur dans les conflits, d'autres puissances s'en chargeront. Et adieu son autonomie. L'Europe est prise en étau dans la confrontation des autres puissances, États-Unis et Chine. S'enfermer dans la logique du bloc occidental ne peut qu'aggraver sa situation. Elle doit choisir un non-alignement et consolider son économie avec la volonté de répondre aux besoins immenses de coopération des populations du grand Sud, là où est la jeunesse du monde. Elle a très peu investi chez eux et le ressentiment envers l'Occident est profond. Inverser la tendance voilà une tâche vraiment « stratégique ».

VERS UN NOUVEL ÂGE DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

C. E. : *Nous devons mettre en place des changements structurels profonds de nos sociétés, or ces changements impliquent des transitions qui ont un poids pour la population, d'autant plus en considérant les inégalités sociales et économiques qui tendent à se creuser. Dans ce contexte, comment définir des biens et des objectifs communs au niveau européen ?*

P. H. : Les biens communs sont la diversité – les Européens n'en manquent pas –, il faut en faire richesse ; c'est l'humanité à réconcilier ; c'est l'harmonie du rapport à la nature à redécouvrir. Concrètement, ceci exige que l'Union assume une coresponsabilité avec les États pour restaurer les biens publics et en bâtir des transnationaux dans tous les domaines, à commencer par l'éducation et la santé, l'énergie et l'alimentation...

C. E. : *Et pensez-vous que le temps démocratique soit compatible avec l'urgence de l'action ?*

P. H. : Un projet politique véritable exige en effet de disposer d'une période assez stable et assez longue. Aujourd'hui, le sentiment d'accélération traduit surtout un doute sur nos capacités. L'Union n'est pas inactive mais il faut bien évaluer les changements. Ainsi s'est-elle dotée d'une capacité d'emprunt mais manque un budget. Elle accroît ses dépenses militaires par des voies nationales (allemande, polonaise...) mais pour quoi faire ? Des règlements intéressants voient le jour pour le numérique, mais acquérir une maîtrise européenne pour le traitement et le partage des données reste une fiction. On nous dira que le verre est à moitié plein, mais ce serait ignorer que pour voir plus loin il y a un grand goulot d'étranglement : la gouvernance techno-juridique de l'Union. Entre parenthèses, passer au vote à la majorité qualifiée n'aurait rien de salvateur. Je préconise la multiplication des coopérations structurées permanentes entre États volontaires dans les domaines industriels de biens publics. Et la création d'une Autorité politique à vocation gouvernementale. Car ni la Commission, ni le Conseil européen, toujours prêts à se donner des satisfécits, ne pourront s'autoréformer et devenir les « maître des horloges ».

“L’EUROPE DOIT CHOISIR
UN NON-ALIGNEMENT ET
CONSOLIDER SON ÉCONOMIE
AVEC LA VOLONTÉ DE RÉPONDRE
AUX BESOINS IMMENSES
DE COOPÉRATION DES POPULATIONS
DU GRAND SUD, LÀ OÙ EST
LÀ JEUNESSE DU MONDE.”

► **C. E. :** Vous revenez d’ailleurs sur l’histoire de la construction européenne au fil de votre ouvrage et ce qui est frappant, c’est la notion de solidarité. Cette dernière a-t-elle encore un sens et pourrait-elle faire l’objet d’une reconsidération afin de redevenir le socle du projet politique européen ?

P. H. : Oui, la solidarité doit faire l’objet d’une reconsidération. Ni l’Allemagne, ni la France n’en ont la culture et chacune la freine en pratique, sauf pour son intérêt propre. Quant au droit communautaire, il est juge et arbitre à défaut d’une volonté politique de politiques communes. La solidarité implique une fraternité dans nos engagements. On pourra alors dépasser la gouvernance technocratique et bâtir une démocratie partenariale et plurinationale.

C. E. : Une dernière question, en tant que fondateur de Confrontations Europe, vous abordez dans ce livre les raisons de la création de ce think tank (notamment pour que les différents points de vue et les conflits s’expriment de façon viable et constructive). Pensez-vous que les think tanks aient à l’échelle européenne leur juste place pour affirmer ce rôle clé de médiateur établissant des ponts entre des points de vue qui seraient à première vue irréciliables ? Identifiez-vous d’autres acteurs clés qui permettent de tisser ces liens entre les différents acteurs à l’échelle européenne ?

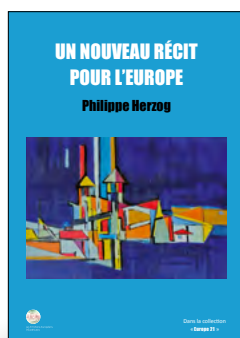
P. H. : La plupart des think tanks jouent un rôle d’experts auprès des institutions mais ils ne sont pas des médiateurs entre celles-ci et les citoyens. Confrontations Europe a été fondé comme un mouvement de la société civile

réunissant des acteurs publics et privés, des entreprises et des collectivités pour devenir un acteur collectif de la construction européenne. Il fait participer des citoyens par le dialogue, l'évaluation critique des politiques des institutions, il ouvre une perspective de refondation pour l'avenir. Je remercie Michel Derdevet et son équipe pour la pérennisation de cette association. Oui, nous voulons être un pont entre les différents points de vue et nous œuvrons à un *affectio societatis* européen.

CONCLUSION

C. E. : Si vous deviez formuler un souhait pour les citoyens européens lors de la prochaine mandature du Parlement, quel serait-il ?

P. H. : Je souhaite qu'ils soient plus engagés grâce à une revitalisation des mouvements associatifs. Plus exigeants envers leurs élus, ils doivent les appeler à dépasser leurs intérêts partisans pour servir le bien commun. Le prochain Parlement ne doit pas tourner à la foire d'empoigne et pour endiguer les extrêmes, il faudrait un pacte constructif entre tous ceux qui veulent coopérer pour le renouveau de l'Union. Le Parlement ne doit pas seulement produire des directives mais contribuer à repenser l'idée de fédération. ■



PHILIPPE HERZOG

Un nouveau récit pour l'Europe.

(Éd. Les Entretiens Européens & Eurafricains, Collectio "Europe 21" 64 pages).
Paru Février 2024.

Depuis des décennies, Philippe Herzog est animé par la volonté de faire de la culture européenne un enjeu politique. Nourri de multiples recherches et expériences, il y a consacré plusieurs essais. Celui que nous publions aujourd'hui enrichit les précédents en présentant une vision d'avenir et des propositions originales à la veille des élections européennes de 2024.

« Il n'y a plus de projet d'Union politique et le débat à ce sujet est au point mort » écrit-il. Il fait appel aux Européens pour le régénérer. Acquérir et partager une conscience historique est primordial. Or les Européens se méconnaissent et l'enseignement de l'histoire européenne est une peau de chagrin. Le choix est entre renoncement et rééducation. La volonté de participer à faire l'histoire avec des idéaux de paix perpétuelle et universelle redonnerait vigueur à l'Europe dans le monde actuel. Réconcilier en profondeur les nations européens et l'Union est indispensable et cela exige de transformer nos démocraties pour les rendre partenariales et plurinationales.

Utopie ? Toujours en quête de transcendance, Philippe Herzog conclut « quand l'Europe est en risque de sombrer, le réalisme n'est-il pas de joindre l'audace à l'imagination ? »

Économiste et homme politique de renom, essayiste, Philippe Herzog, polytechnicien et professeur des Universités, a été co-inventeur du premier modèle de prévisions économiques français. Après une longue expérience de dirigeant du Parti Communiste Français, il fonde Confrontations-Europe avec Michel Rocard en 1992. Député européen de 1989 à 2004, puis conseiller auprès de la Commission européenne, il est nommé membre d'honneur de la Fondation Jean Monnet (à Paris et à Lausanne). Co-fondateur du Cercle cinéophile Open World, Regards croisés avec sa compagne Claude Fischer Herzog, il œuvre à une politique de civilisation mondiale.

BULLETIN D'ABONNEMENT



Confrontations Europe n°135



Confrontations Europe n°136



Confrontations Europe n°137



Bulletin d'abonnement

CONFRONTATIONS LA REVUE EUROPE

Je souhaite m'abonner à *Confrontations Europe La Revue*

Nom, Prénom :

Profes. qualité :

Adresse :

Code Postal : [] [] [] [] Ville :

Tél. : Fax :

E-mail :

Confrontations Europe La Revue 30 €

*Bulletin à envoyer avec votre règlement à l'ordre de Confrontations Europe à l'adresse suivante:
Confrontations Europe, 29 avenue de Villiers, 75017 Paris*